

Quelques questions d'actualité

Les Chambres de Commerce ont récemment adopté à l'unanimité leur avis sur certaines questions d'actualité plus ou moins pressantes, envoyées au Parlement et auxquelles il a été répondu. Nous avons déjà publié quelques-unes de ces réponses faites par le Comité de Commerce de Lille aux questions qu'il lui a été adressées par diverses organisations. Nous publions aujourd'hui dans le dernier bulletin de la Chambre de Commerce de Lille les questions et réponses qui ont été traitées. Elles sont de nature à donner une certaine idée de l'importance de ces questions.

Le nombre des enfants de moins de 16 ans travaillant dans la direction ou dans la surveillance immédiate de leur père, mère ou grands-parents.
Le dernier paragraphe de cette réponse est le suivant : « Le nombre des enfants de moins de 16 ans travaillant dans la direction ou dans la surveillance immédiate de leur père, mère ou grands-parents, est de 12.000 environ, dans les établissements commerciaux ».

Le règlement du travail dans les professions commerciales.
Le Conseil Supérieur du Travail a adopté, dans sa séance du 10 février 1924, une enquête ouverte en 1912, par une mission permanente, plusieurs dispositions susceptibles, à l'égard de la réglementation du travail dans les établissements commerciaux.

L'enquête du Conseil Supérieur du Travail sur l'emploi des enfants dans les hôtels, débits de boissons, etc.
La question de l'emploi des enfants dans les hôtels, débits de boissons et établissements similaires a fait l'objet de nombreuses enquêtes et contro-verses.

UN INCIDENT
La Chambre, à ce moment, manifeste une certaine nervosité. Le président du conseil se plaint d'être indisposé par le froid.

Discours de M. Barthou
M. Barthou, président du conseil, monte à la tribune et a lu la loi de deux ans. Il n'en a aucun regret.

Discours de M. Georges Leygues
M. Georges Leygues constate que l'on a écrit depuis quelques jours et de longue date sur les moyens de se procurer, en améliorant les méthodes militaires, un réduction du nombre de soldats, quelque 40 ou 50.000 hommes, sans prolonger la durée du service. Il faut aussi mettre en face de la réduction, on a dit que les pertes de la loi de trois ans étaient couvertes rationnellement.

Discours de M. Vallat
— C'est bien, — dit M. Vallat. — Je ne considère pas de tout que les adversaires du service de trois ans soient des adversaires de la patrie, mais je ne pense pas davantage que les partisans de ce même service soient des réactionnaires. Chaque nation a aujourd'hui le devoir de se garder comme elle le peut, comme elle le doit.

Discours de M. Poincaré
On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

Discours de M. Mesmy
M. Mesmy déclare qu'il n'a rien de personnel à dire sur le projet de loi de deux ans... M. Mesmy déclare qu'il n'a rien de personnel à dire sur le projet de loi de deux ans...

Discours de M. Painlevé
M. Painlevé déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Painlevé déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Borel
M. Borel déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Borel déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Tardieu
M. Tardieu déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Tardieu déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Clemenceau
M. Clemenceau déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Clemenceau déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Millerand
M. Millerand déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Millerand déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Briand
M. Briand déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Briand déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Luchaire
M. Luchaire déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Luchaire déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Discours de M. Poincaré
M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité... M. Poincaré déclare que le projet de loi de deux ans est une mesure de nécessité...

Les plus méritants de nos habitants... Les plus méritants de nos habitants... Les plus méritants de nos habitants...

LES TROIS ANS

Puis on reprend la discussion de la loi militaire de trois ans.

Discours de M. Georges Leygues

M. Georges Leygues constate que l'on a écrit depuis quelques jours et de longue date sur les moyens de se procurer, en améliorant les méthodes militaires, un réduction du nombre de soldats, quelque 40 ou 50.000 hommes, sans prolonger la durée du service.

Discours de M. Vallat

— C'est bien, — dit M. Vallat. — Je ne considère pas de tout que les adversaires du service de trois ans soient des adversaires de la patrie, mais je ne pense pas davantage que les partisans de ce même service soient des réactionnaires.

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets... On ne peut pas dire que l'Allemagne ait le droit de dissimuler ses projets...

Les destructeurs du Monde

par Paul-Yves SEBILLOT

Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe...

Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe...

Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe... Elle portait un petit coup de trompe...

AU SÉNAT

A la séance d'hier, présidée par M. Antonin Dubouché, le Sénat a adopté à l'unanimité une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le Sénat a également adopté une proposition de loi relative à la Légion d'honneur.

Le paiement des retraites ouvrières par la poste

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

Le Journal Officiel a publié un arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les chasses de retraites ouvrières et paysannes sont admises à bénéficier de la facilité de paiement par la poste.

SUCRE ABELLE le plus sucré

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

Le sucre Abelle, le plus sucré, est fabriqué par la Compagnie des Sucres de France.

CHOCOLAT DELESPAUL-HAVEZ

CHOCOLAT DELESPAUL-HAVEZ, 99, rue Neuve, Lille.